Transmis à M.
Bruxelles, le 5 07

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 10 mai 1972, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la répression de certaines infractions aux dispositions sur la sollicitation de l'épargne publique", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 24 mai 1972, a donné le 31 mai 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e mei 1972 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de beteugeling van sommige inbreuken op de bepalingen in verband met het openbaar aantrekken van spaargelden", zoals het door de Minister op 24 mei 1972 werd gewijzigd, heeft de 31e mei 1972 het volgend advies gegeven:

Le projet tend à aggraver les peines et les modalités de la répression à l'égard des personnes qui collectent des capitaux sans avoir obtenu les autorisations requises. Il vise également à uniformiser cette répression dans les cinq législations principales qui ont pour but de contrôler l'usage et la destination des fruits de l'épargne publique.

L'emprisonnement sera désormais, pour toutes les infractions considérées, d'une durée d'un mois à un an.

L'amende est portée aux montants de 1.000 à 100.000 francs, c'est-à-dire, compte tenu des deux cent nonante décimes additionnels prévus par la loi du 5 mars 1952 modifiée par la loi du 22 décembre 1969, aux montants réels de 30.000 à 3.000.000 de francs.

En cas de récidive dans les cinq ans, les peines peuvent être portées au double, soit deux ans de prison et 6.000.000 de francs d'amende.

Le bénéfice obtenu par le moyen de l'opération financière irrégulière pourra être confisqué.

Le projet entend supprimer toute possibilité pour le juge d'accorder des circonstances atténuantes tant pour les peines d'emprisonnement que pour les amendes. Il interdit, en outre, l'octroi du sursis en ce qui concerne les condamnations pécuniaires.

Enfin, le projet tend à rendre les personnes morales civilement responsables de certaines condamnations pécuniaires.

.../...

Les mêmes aggravations de peine sont prévues à l'égard de ceux qui mettraient obstacle aux vérifications de la Commission bancaire, qui refuseraient de lui fournir des renseignements ou qui lui donneraient des renseignements sciemment inexacts ou incomplets.

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Le projet, en ses articles 4, 7, 9, 10, 11, 14 et 16, prévoit que les cours et tribunaux pourront "condamner le contrevenant à payer une somme correspondant aux bénéfices, rémunérations ou avantages quelconques acquis ou à acquérir directement ou indirectement à raison des opérations ayant donné lieu à la condamnation", et qu'ils pourront, de même, "condamner les personnes morales à payer une somme correspondant aux bénéfices, rémunérations ou avantages quelconques acquis ou à acquérir directement ou indirectement par elles à raison des opérations ayant donné lieu à condamnation contre leurs administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoirs, préposés et toutes autres personnes ayant agi pour leur compte".

A l'égard du contrevenant, cette confiscation du profit réalisé apparaît comme ayant le caractère d'une peine accessoire, particulièrement en raison de l'application facultative de la mesure et de la nature des choses soumises à la confiscation (Novelles, Droit pénal, t. I, n° 919).

Vis-à-vis de la personne morale, la confiscation du profit réalisé semble plutôt être une mesure de réparation en faveur de l'Etat, lésé dans ses intérêts pécuniaires, dans la mesure où celui-ci entend collecter à son profit les fruits de l'épargne publique.

.../...

On peut rapprocher ces confiscations de celles qui sont prévues par les articles 123ter et 123sexies du Code pénal à l'égard "des sommes , biens ou avantages quelconques, directs ou indirects,qui constituent le profit de l'activité" de ceux qui contreviennent aux articles 115 à 120quater, et 120sexies à 123bis du Code pénal (crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat).Dans ce cas, les sociétés sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs organes et préposés.

On peut encore comparer les confiscations énoncées dans le projet avec celle qui est prévue par l'article 9, § 3, de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 en ce qui concerne le bénéfice indûment réalisé par ceux qui commettent une infraction à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

En revanche, dans le projet, les deux confiscations spéciales sont respectivement individualisées dans le chef du contrevenant et dans celui de la personne morale, elles ne pourront donc porter sur un même élément de profit. Aucune solidarité, aucune responsabilité civile de la personne morale quant au paiement de la confiscation prononcée à charge du contrevenant n'est prévue dans le projet.

*

* *

Par leur généralité, les termes "bénéfices, rémunérations ou avantages quelconques acquis" suffisent à couvrir tous les effets lucratifs de l'infraction. L'acquisition des bénéfices, rémunérations ou avantages peut être réalisée par leur perception matérielle, l'inscription à un compte bancaire, la reconnaissance d'un droit de créance certain.

.../...

Par contre, on ne conçoit guère comment la confiscation spéciale pourrait atteindre le bénéfice "à acquérir", c'est-à-dire simplement espéré, ou la rémunération "à acquérir", c'est-à-dire résultant de services futurs non encore accomplis.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il convient d'omettre les mots "à acquérir".

II.

Le législateur appréciera si, en vue d'éviter les controverses et les variations de solutions jurisprudentielles, la détermination du profit faisant l'objet de la confiscation ne devrait pas être précisée dans la loi, plutôt que d'être laissée à l'appréciation du juge.

En premier lieu, si les administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoirs et préposés sont condamnés à payer personnellement une somme correspondant aux rémunérations qu'ils ont reçues, le bénéfice qui sera confisqué à charge de la personne morale pour le même fait délictueux sera-t-il un bénéfice net, c'est-à-dire déduction faite de ces rémunérations, ou le bénéfice brut ?

On peut également se demander si, en tant qu'il correspond au profit réellement réalisé, le bénéfice confisqué doit s'entendre ou non, déduction faite des frais dont il a été grevé ainsi que, éventuellement, du prélèvement fiscal. A cet égard, on rappellera que lorsque la confiscation est considérée comme une peine , les sommes payées à ce titre ne peuvent être déduites des revenus imposables.

.../...

Lorsque le tribunal prononce la nullité de l'opération (voir article 7 de l'arrêté royal n°71 du 30 novembre 1939) et, par voie de conséquence, ordonne le remboursement des sommes perçues par l'auteur de l'infraction, faut-il considérer que le bénéfice ayant disparu, il peut néanmoins faire l'objet d'une confiscation?

III.

Le projet laisse la confiscation du profit réalisé à la discrétion des juges, mais ne leur laisse que l'alternative de la confiscation ou de la renonciation à l'application de cette peine. La répression pourrait recevoir une application plus souple s'il était prévu que les cours et tribunaux peuvent condamner le contrevenant à payer une somme correspondant à tout ou partie des bénéfices, rémunérations ou avantages quelconques.

IV.

Les articles 6, 7, 13, 14, 16 et 18 prévoient que les personnes morales sont civilement responsables des condamnations à l'amende prononcées contre leurs administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoirs, préposés et toutes autres personnes ayant agi pour leur compte.

Le Conseil d'Etat observe que :

1) Ces administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoirs, préposés et toutes autres personnes peuvent être, soit les auteurs ou les complices des infractions, soit, plus simplement, "des personnes intéressées, de quelque manière que ce soit, à ces infractions", ce qui étend considérablement le champ de la responsabilité civile des personnes morales.

.../...

2) L'arrêté royal n°43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation prévoyait déjà, en son article 25, que les entreprises étaient civilement responsables des condamnations à l'amende prononcées contre leurs administrateurs, directeurs, gérants et préposés.

La même disposition figure à l'article 37 de l'arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privée.

L'article 18 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne reprend le même texte, mais l'étend aux fondés de pouvoirs.

Le projet actuel ajoute encore à la liste des personnes dont la société est responsable : "toutes autres personnes ayant agi pour leur compte". Cette expression viserait, selon l'exposé des motifs, les mandataires, ainsi que, selon des précisions fournies par les délégués du Gouvernement, les commissionnaires. Le texte gagnerait en précision juridique si ces termes de mandataires et commissionnaires figuraient dans le texte à la place de l'expression "toutes personnes ayant agi pour leur compte". On éviterait ainsi d'atteindre le gérant d'affaires, l'administrateur provisoire nommé par une autorité judiciaire, le curateur de la faillite. Dans ces derniers cas, il n'est pas logique de faire supporter par la personne morale les conséquences pécuniaires d'agissements perpétrés contre sa volonté, c'est-à-dire en dehors d'une décision de son assemblée générale ou de ses administrateurs.

.../...

V.

a) Les articles 5, 7, 12, 15 et 18 du premier texte soumis à l'avis du Conseil d'Etat prévoyaient expressément que les complices et toutes personnes intéressées de quelque manière que ce soit à l'infraction étaient passibles des mêmes peines que les auteurs. Ces dispositions dérogeaient à l'article 69 du Code pénal, selon lequel la peine prononcée contre les complices d'un délit ne peut excéder les deux tiers de la peine qui leur serait appliquée s'ils étaient auteurs de ce délit.

A l'opposé, le texte amendé dispose que le chapitre VII du Code pénal (lequel contient l'article 69 ci-avant cité) est applicable aux infractions pour lesquelles le renforcement des peines est prévu.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le Gouvernement demeure néanmoins dans les mêmes intentions et estime que les complices et les personnes intéressées à l'infraction doivent encourir les mêmes peines que les auteurs du délit.

b) L'exposé des motifs justifie la répression à l'égard des "personnes intéressées de quelque manière que ce soit à l'infraction", par une allusion à la "législation de 1843 en matière de douanes et d'accises ".

Il s'agit, en réalité, de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, dont l'article 28 est rédigé comme suit :

.../...

"Par extension de l'article 207 de la loi générale, et sans préjudice aux dispositions des articles 59, 60 et 62 du Code pénal, ceux qui seront convaincus d'avoir participé comme assureurs, comme ayant fait assurer, ou comme intéressés d'une manière quelconque à un fait de fraude, seront passibles des peines établies contre les auteurs".

On observera à cet égard que :

1) Le texte pénal douanier présente un caractère particulier en raison des nécessités spécifiques propres à la répression douanière. Le fait frauduleux est parfois assez ténu puisqu'une certaine réticence dans une déclaration verbale peut être constitutive de l'infraction.

Cette spécificité de la législation pénale douanière se remarque dans un des articles suivants de la même loi (l'article 30 de la loi du 6 avril 1843) où il est dit :

"Toute saisie de marchandises à charge d'inconnus sera valable sans jugement si, dans un délai de trente jours ... le propriétaire ... ne les a pas revendiquées ".

Il ne s'indique pas, dès lors, de s'inspirer de cette législation douanière antérieure à notre Code pénal, pour en retenir une notion désuète et, au surplus, peu précise.

2) Le texte pénal douanier exige une participation à l'infraction, tandis que le projet de loi ne formule pas cette condition et entend punir la personne simplement intéressée à l'infraction.

.../...

c) En étendant la répression à "toutes personnes intéressées de quelque manière que ce soit aux infractions", le projet entend atteindre des personnes qui, dans l'état actuel de la législation, ne peuvent être poursuivies ni comme auteur, ni comme complice.

On sait que notre système pénal ne connaît que l'auteur, le coauteur et le complice.

Tous participent à l'infraction, mais à des degrés différents : la participation des auteurs est nécessaire, essentielle ; celle des complices est accessoire et simplement utile. Tous deux doivent avoir agi sciemment, en ayant conscience de l'acte délictueux qu'ils commettent (BRAAS, Précis de droit pénal, 1946, n°232; MARCHAL et JASPAR, Droit criminel, 1965, n^{os} 338 et suivants).

Rappelons à cet égard que l'article 67 du Code pénal punit comme complices :

- ceux qui auront donné des instructions pour le commettre (le délit);
- ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui a servi au crime ou au délit, sachant qu'ils devaient y servir ;
- ceux qui, hors le cas prévu par le § 3 de l'article 66, auront avec connaissance aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs du crime ou du délit dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, ou dans ceux qui l'ont consommé.

Comme l'intention des auteurs du projet est manifestement d'aller au-delà de ces définitions et de créer une

.../...

troisième forme de culpabilité, il serait important de déterminer s'il faut considérer comme "personnes intéressées de manière quelconque à l'infraction" :

1° des personnes qui ont aidé à commettre l'infraction sans savoir que leur aide concourait à cette fin;

2° des personnes qui n'ont pas aidé à commettre l'infraction mais qui ont reçu une part du profit, sachant que ce profit avait une origine délictueuse;

3° des personnes qui n'ont pas aidé à commettre l'infraction mais qui ont reçu une part du profit, tout en ignorant l'origine délictueuse des sommes reçues;

4° des personnes qui n'ont pas aidé à commettre l'infraction, mais qui ont reçu pour leur abstention et sans être fonctionnaire public, certaines sommes avant que la réalisation du profit n'ait commencé.

Une illustration de cette dernière hypothèse serait le cas de l'éditeur d'un journal financier qui, avant le début des opérations irrégulières, accepterait une somme d'argent pour ne pas attirer l'attention de ses lecteurs sur les irrégularités qu'il serait à même de connaître. Dans l'état actuel de la législation, la propagande faite sciemment en faveur de l'opération irrégulière serait constitutive de complicité, mais l'abstention, même rémunérée, ne serait pas nécessairement punissable.

d) Au surplus, le texte n'exprime pas la nature de l'intérêt qui doit animer les personnes en cause pour qu'elles puissent être qualifiées d'"intéressées" et, partant, être

.../...

condamnées. Apparemment, il ne peut s'agir que d'un intérêt financier ou pécuniaire; le but poursuivi est toujours un but lucratif.

Cette notion d'intérêt demande à être précisée dans le texte de la loi en projet.

e) En présence des problèmes que soulèverait l'introduction, dans le droit pénal belge, d'un état de culpabilité qui viendrait s'ajouter aux notions traditionnelles d'auteur et de complice, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il serait plus conforme aux principes généraux , pour réaliser le but poursuivi par le Gouvernement, de créer une infraction nouvelle, distincte de celles qui sont actuellement réprimées par les lois sur l'organisation du marché des capitaux.

Il suffirait, pour renforcer la répression, de punir la réception et l'acceptation, avec la connaissance de leur origine, de sommes provenant directement des opérations financières irrégulières, c'est-à-dire de sommes qui ont été produites par l'infraction principale ou qui en constituent le produit.

La condamnation de ceux qui reçoivent une part des bénéfices illicites, connaissant la manière dont ils ont été obtenus, n'exige pas de participation à l'infraction principale qui a permis d'obtenir ces bénéfices. Cette construction juridique n'est pas nouvelle; elle s'apparente aux rapports existant entre le vol et le recel, que le Code pénal a érigés en deux infractions distinctes.

VI.

Les articles 4, 7, 9, 10, 14 et 16 prévoient, en cas de récidive dans les cinq ans d'une condamnation, que les peines peuvent être portées au double.

.../...

Cette récidive ne joue que si une condamnation a déjà été encourue du chef d'infraction à la même législation; il s'agit donc d'une récidive spécifique envisagée très étroitement. Comme les diverses législations doivent concourir au but unique de la défense du marché belge des capitaux, il serait plus normal que la récidive joue en cas de condamnation antérieure du chef d'infraction à une des législations en cause.

Le Conseil d'Etat propose ci-après un texte en ce sens.

VII.

Pour atteindre plus directement les buts recherchés par les diverses législations qui poursuivent la protection de l'épargne publique et permettent de réserver le marché belge des capitaux aux émissions nationales , il serait extrêmement utile, voire indispensable, que l'ensemble des textes relatifs à cette matière soient coordonnés en un texte unique.

En attendant cette coordination, le Conseil d'Etat propose de ne formuler qu'une fois la disposition contenant les nouvelles peines renforcées et de faire référence à cette disposition dans chacune des lois particulières reprises au projet.

VIII.

Quant à la forme du projet, les modifications des textes légaux devraient se présenter dans l'ordre chronologique de ceux-ci ,et les modifications apportées à un seul article devraient être groupées dans un seul article modificatif.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

Il conviendrait de préciser que l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 a été confirmé par la loi du 4 mai 1936.

Article 4.

Au 1° du nouvel article 42bis, § 1er, il conviendrait d'écrire, pour des raisons de concordance générale, "ceux qui contreviennent à l'article 2, alinéa 1er".

Au 2°, il importe de préciser en ces termes :

"ceux qui contreviennent à l'article 26, à l'article 28, alinéa 4, ou à l'article 30 ...".

Au § 2, il convient d'écrire : "... prévues au § 1er".

Article 6.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

"Un article 46bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté : ...".

.../...

Article 10.

Dans l'article 15, § 1er nouveau, de la loi du 10 juin 1964, les alinéas 4, 5 et 6 devraient faire l'objet d'un § 1er bis.

Article 16.

Il conviendrait de préciser que l'arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939 a été confirmé par la loi du 16 juin 1947.

*

* *

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

Article 1er (voir observations générales n° V et VII).

§ 1er. Est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1.000 à 100.000 francs ou d'une de ces peines seulement, toute infraction aux dispositions suivantes :

1° l'article 108 du Livre 1er, titre V, du Code de commerce, modifié par l'arrêté royal n° 61 du 10 novembre 1967;

2° l'article 2, alinéa 1er, l'article 26, l'article 28, alinéa 4, l'article 30 et l'article 42bis, 2° et 3°, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions et valeurs;

.../...

3° les articles 1er, 2 et 3 de l'arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées;

4° l'article 9 de la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement;

5° l'article 13, § 1er, et l'article 15 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne.

§ 2. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1.000 à 100.000 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront reçu et accepté, bien qu'ils n'aient ni participé ni aidé à commettre une des infractions prévues au § 1er, une part des bénéfices, rémunérations ou avantages qu'ils savaient être le fruit d'opérations exécutées en infraction aux dispositions reprises au § 1er.

§ 3. A l'égard des infractions prévues aux §§ 1er et 2 :

a) le chapitre VII du Livre premier du Code pénal est applicable; toutefois, les complices sont punis à l'égal des auteurs;

b) la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation n'est applicable qu'à la peine d'emprisonnement principal;

c) les peines peuvent être portées au double, en cas de récidive dans les cinq ans de la condamnation du chef de toute infraction prévue aux mêmes §§ 1er et 2.

§ 4. Les cours et tribunaux pourront, en outre, condamner le contrevenant à payer une somme correspondant, en tout ou en partie, aux bénéfices, rémunérations ou avantages quelconques que celui-ci a acquis et retenus

.../...

directement ou indirectement, en raison des opérations ayant donné lieu à condamnation pénale en vertu des §§ 1er et 2.

... à compléter éventuellement (voir observation générale II).

Le montant de cette condamnation est recouvré comme l'amende; toutefois, il peut l'être à charge de la succession du condamné.

§ 5. En cas de condamnation du chef d'une des infractions prévues aux §§ 1er et 2 contre des administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoirs, préposés, mandataires ou commissionnaires d'une personne morale:

a) cette personne morale est civilement responsable du paiement des amendes;

b) cette personne morale peut être condamnée à payer une somme correspondant, en tout ou en partie, aux bénéfices, rémunérations ou avantages quelconques qu'elle a acquis et retenus, directement ou indirectement, en raison des opérations ayant donné lieu à la condamnation précitée.

... à compléter éventuellement (voir observation générale II).

Le montant de cette dernière condamnation est recouvré comme l'amende.

Article 2 (article 14, partim du projet).

Dans l'article 110 du Livre premier, titre V, du Code de commerce, modifié par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935, l'arrêté royal n° 61 du 10 novembre 1967 et la loi du 10 juillet 1969, les mots "et 108" sont supprimés.

.../...

Article 3 (article 14, partim, du projet).

Un article 110bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même titre :

"Article 110bis. Sont punis des peines prévues à l'article 1er de la loi, relative à la répression de certaines infractions aux dispositions sur la sollicitation de l'épargne publique, ceux qui contreviennent aux dispositions de l'article 108 du présent titre".

Article 4 (article 15 du projet).

A l'article 113 du même titre, modifié par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935, les mots "prévues par le présent titre" sont remplacés par les mots "prévues par les articles 110, 111 et 112".

Article 5 (articles 1, 2 et 3 du projet).

A l'article 42 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, confirmé par la loi du 4 mai 1936, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans la phrase liminaire, les mots "l'article 179" sont remplacés par les mots "l'article 204" ;

b) le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° ceux qui font usage des termes "banque" ou "banquier" en contravention de l'article 3" ;

.../...

c) le 8° est remplacé par la disposition suivante :

"8° ceux qui contreviennent à l'article 31" ;

d) le 9° est abrogé.

Article 6 (article 4 du projet).

Un article 42bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 42bis. Sont punis des peines prévues à l'article 1er de la loi relative à la répression de certaines infractions aux dispositions sur la sollicitation de l'épargne publique :

1° ceux qui contreviennent à l'article 2, alinéa 1er, à l'article 26, à l'article 28, alinéa 4, et à l'article 30 ;

2° ceux qui passent outre aux interdictions prononcées en exécution de l'article 28, alinéa 2, ou de l'article 29, alinéa 2 ;

3° ceux qui mettent obstacle aux vérifications auxquelles ils sont tenus de se soumettre, ou refusent de donner des renseignements qu'ils sont tenus de fournir en vertu du présent arrêté, ou qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets".

Article 7 (article 5 du projet).

Dans l'article 46 du même arrêté royal, les mots : "par le présent titre" sont remplacés par les mots : "par les articles 42, 43, 44 et 45".

.../...

Article 8 (article 6 du projet).

Un article 46bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre IV du même arrêté :

"Article 46bis. Les personnes morales sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées en vertu des articles 42, 43, 44 et 45 contre leurs administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoirs, préposés, mandataires et commissionnaires".

Article 9 (article 16 du projet).

L'article 4 de l'arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées, confirmé par la loi du 16 juin 1947, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. Toute infraction aux articles 1er, 2 et 3 est punie des peines prévues à l'article 1er de la loi relative à la répression de certaines infractions aux dispositions sur la sollicitation de l'épargne publique".

Article 10 (article 17 du projet).

L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. La peine d'emprisonnement prévue à l'article 1er de la loi relative à la répression de certaines infractions aux dispositions sur la sollicitation de l'épargne publique pourra être portée à cinq ans :

.../...

1° lorsque le colporteur ou démarcheur détermine autrui, en abusant de sa faiblesse ou de son ignorance, à conclure une des opérations prévues aux articles 1er et 2 ci-dessus ou à donner un ordre prévu à l'article 3 ;

2° lorsque le prix ou les conditions de l'opération à laquelle le colporteur ou démarcheur détermine autrui sont manifestement hors de proportion avec la valeur réelle des valeurs mobilières visées aux articles 1er et 2 ou des marchandises ou denrées visées à l'article 3".

Article 11 (article 18 du projet).

L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Article 12 (article 7 du projet).

A l'article 9 de la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1er, les mots : "Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 10.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement", sont remplacés par les mots : "Sont punis des peines prévues à l'article 1er de la loi relative à la répression de certaines infractions aux dispositions sur la sollicitation de l'épargne publique" ;

b) le § 2 est abrogé.

Article 13 (articles 8 et 9 du projet).

L'article 13 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 13. § 1er. Sont punis des peines prévues à l'article 1er de la loi relative à la répression de certaines infractions aux dispositions sur la sollicitation de l'épargne publique :

1° ceux qui reçoivent des fonds ou font appel au public en vue de recevoir des fonds visés à l'article 1er sans être inscrits auprès de la Commission bancaire ;

2° ceux qui mettent obstacle aux vérifications auxquelles ils sont tenus de se soumettre, ou refusent de donner des renseignements qu'ils sont tenus de fournir en vertu du chapitre Ier, ou qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets.

§ 2. Sont punis des peines prévues à l'article 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales :

1° les administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoirs des entreprises régies par le chapitre Ier, qui ne se conforment pas aux articles 2bis, alinéa 1er, 3 , 4, alinéa 1er, et 6, alinéa 1er, ou aux conditions imposées en vertu des articles 3, alinéa 1er, 4, dernier alinéa, et 9, alinéa 2, ou qui contreviennent aux articles 5, 6, alinéas 4 et 5, et 11, ou qui ne font pas les communications prévues aux articles 4, alinéa 2, et 8 ;

2° les reviseurs qui contreviennent à l'article 6, alinéas 4 et 5 ;

3° les administrateurs, les gérants et les personnes chargées de la gestion qui, sans l'autorisation écrite du curateur, ont accompli des actes ou effectué des paiements visés par l'article 9bis, alinéa 2 ".

.../...

Article 14 (articles 10 et 11 du projet).

Dans l'article 15, § 1er, de la même loi, les mots : "Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 10.000 francs ou d'une de ces peines seulement" sont remplacés par les mots : "Sont punis des peines prévues à l'article 1er de la loi relative à la répression de certaines infractions aux dispositions sur la sollicitation de l'épargne publique".

Article 15 (article 12 du projet).

Dans l'article 17 de la même loi, les mots : "par le présent chapitre" sont remplacés par les mots : "par l'article 13, § 2, et par l'article 14".

Article 16 (article 13 du projet).

L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18.

Les personnes morales sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées en vertu du présent chapitre contre leurs administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoirs, préposés, mandataires et commissionnaires.

L'alinéa 1er n'est pas applicable aux amendes prononcées pour infraction à l'article 13, § 2, 3°".

Het ontwerp beoogt een strengere bestraffing van degenen die zonder de nodige vergunning kapitalen vergaren. Het streeft tevens naar eenmaking van die bestraffing in de "voornaamste vijf wetgevingen" die tot doel hebben toezicht te houden op het gebruik en de bestemming van de openbaar aangetrokken spaargelden.

Alle in dezen gepleegde misdrijven zullen voortaan worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot een jaar.

De geldboete wordt gebracht op 1.000 frank tot 100.000 frank, dit is, met inbegrip van tweehonderd negentig opdeciemen bepaald in de wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wet van 22 december 1969, op de werkelijke bedragen van 30.000 frank tot 3.000.000 frank.

In geval van herhaling binnen vijf jaar kunnen de straffen verdubbeld worden, met andere woorden kunnen ze gebracht worden op twee jaar gevangenisstraf en 6.000.000 frank geldboete.

De winst die door middel van de onregelmatige financiële verrichtingen is gemaakt, zal kunnen worden verbeurd verklaard.

Het ontwerp wil de rechter iedere mogelijkheid ontnemen, op verzachtende omstandigheden te letten, zowel voor gevangenisstraffen als voor geldboeten. Het verbiedt bovendien uitstel te verlenen met betrekking tot de geldelijke veroordelingen.

.../...

Ten slotte wil het ontwerp de rechtspersonen burgerrechtelijk aansprakelijk stellen voor bepaalde geldelijke veroordelingen.

Dezelfde strafverzwaringen gelden voor degenen die het toezicht van de Bankcommissie hinderen, die weigeren haar inlichtingen te verschaffen of die wetens onjuiste of onvolledige gegevens verstrekken.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

De artikelen 4, 7, 9, 10, 11, 14 en 16 van het ontwerp bepalen dat de hoven en rechtbanken de overtreder kunnen veroordelen "tot het betalen van een bedrag dat overeenstemt met de winsten, beloningen of voordelen van welke aard ook die rechtstreeks of onrechtstreeks werden of zouden worden verworven ingevolge de verrichtingen ter zake waarvan de veroordeling is uitgesproken" en dat zij evenzo "de rechtspersonen kunnen veroordelen tot het betalen van een bedrag dat overeenstemt met de winsten, beloningen of voordelen van welke aard ook die rechtstreeks of onrechtstreeks door deze rechtspersoon werden of zouden worden verworven ingevolge de verrichtingen ter zake waarvan een veroordeling is uitgesproken tegen hun bestuurders, directeurs, zaakvoerders, procuratiehouders, aangestelden en alle andere personen die voor hun rekening zijn opgetreden".

.../...

Ten aanzien van de overtreder doet die verbeurdverklaring zich voor als een bijkomende straf, vooral ter wille van de facultatieve toepassing van de maatregel en van de aard van de zaken die verbeurd verklaard kunnen worden (Novelles, Droit pénal, deel I, nr. 919).

Ten opzichte van de rechtspersoon lijkt de verbeurdverklaring van de gemaakte winst veeleer een maatregel tot vergoeding van de Staat, die in zijn geldelijke belangen geschaad wordt, in de mate waarin hij de spaargelden te zijnen bate bedoelt aan te trekken.

Deze verbeurdverklaringen kunnen worden vergeleken met die welke in de artikelen 123ter en 123sexies van het Strafwetboek zijn bepaald ten aanzien van "de sommen, de goederen of de rechtstreekse of onrechtstreekse voordelen van welke aard ook" opgebracht door de werkzaamheid van degenen die de artikelen 115 tot 120quater en 120sexies tot 123bis van het Strafwetboek overtreden (misdaden en wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat). In dat geval zijn de vennootschappen burgerrechtelijk aansprakelijk voor de veroordelingen uitgesproken tegen hun organen en aangestelden.

De in het ontwerp bedoelde verbeurdverklaringen kunnen ook worden vergeleken met die welke bepaald is in artikel 9, § 3, van de besluitwet van 22 januari 1945 wat betreft de winst die ten onrechte is gemaakt door hen die de reglementering op 's lands bevoorrading overtreden.

.../...

Maar in het ontwerp zijn de beide bijzondere verbeurdverklaringen onderscheidenlijk geïndividualiseerd in de persoon van de overtreder en in de rechtspersoon ; zij kunnen dus niet op eenzelfde bestanddeel van de winst slaan. Het ontwerp voorziet niet in enige hoofdelijkheid of in enige burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon voor de betaling van de tegen de overtreder uitgesproken verbeurdverklaring.

*
* *

De woorden "winsten, beloningen of voordelen van welke aard ook die ... werden ... verworven" zijn zo algemeen dat zij volstaan om alle winstgevende gevolgen van het misdrijf te bestrijken. Die winsten, beloningen of voordelen kunnen worden verkregen door hun materiële inning, hun inschrijving op een bankrekening of door de erkenning van een vast vorderingsrecht. Daarentegen is het niet duidelijk hoe de bijzondere verbeurdverklaring zou kunnen slaan op de winsten "die zouden worden verworven", met andere woorden de eenvoudig verhoopte winst, of op de "beloningen die zouden worden verworven", met andere woorden de beloningen voor nog te verrichten diensten.

De Raad van State is van mening dat de woorden "of zouden worden verworven" moeten vervallen.

.../...

II.

De wetgever zal dienen uit te maken of het, ter voorkoming van controversen en uiteenlopende rechtspraak, niet verkieslijk is in de wet zelf te bepalen welke winst voor verbeurdverklaring vatbaar is, liever dan dit aan het oordeel van de rechter over te laten.

In de eerste plaats is het de vraag of, als de beheerders, directeurs, zaakvoerders, procuratiehouders en aangestelden worden veroordeeld om persoonlijk een som te betalen die met de ontvangen beloningen overeenstemt, de winst die wegens hetzelfde strafbaar feit ten laste van de rechtspersoon zal worden verbeurd verklaard, een netto-winst, dit is de winst na aftrek van die beloningen, dan wel de bruto-winst zal zijn.

Ook kan men zich afvragen of de verbeurd verklaarde winst, inzover zij overeenstemt met de werkelijk gemaakte winst, moet worden beschouwd met of zonder aftrek van de kosten die daarmede gepaard gaan alsook eventueel van de belastingheffing. In dat opzicht moge er worden op gewezen dat, als de verbeurdverklaring wordt geacht een straf te zijn, de als zodanig betaalde sommen niet van het belastbaar inkomen mogen worden afgetrokken.

Als de rechtbank de nietigheid van de verrichting uitspreekt (zie artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 71 van 30 november 1939) en bijgevolg ook de terugbetaling van de door de dader van het misdrijf ontvangen sommen beveelt, moet men het dan zo zien dat de weggevallen winst niettemin kan worden verbeurd verklaard ?

.../...

III.

Het ontwerp laat de rechters oordelen over het al dan niet verbeurd verklaren van de gemaakte winst maar laat hun geen ander alternatief. De bestraffing zou minder strak kunnen verlopen als bepaald werd dat de hoven en rechtbanken de overtreder kunnen veroordelen tot het betalen van een som geheel of ten dele gelijk aan de winsten, beloningen of voordelen van welke aard ook.

IV.

De artikelen 6, 7, 13, 14, 16 en 18 bepalen dat de rechtspersonen "burgerrechtelijk aansprakelijk zijn voor de veroordelingen tot geldboete die zijn uitgesproken tegen hun bestuurders, directeurs, zaakvoerders, procuratiehouders, aangestelden en alle andere personen die voor hun rekening zijn opgetreden".

Op te merken valt :

1) Die bestuurders, directeurs, zaakvoerders, procuratiehouders, aangestelden en alle andere personen kunnen ofwel de daders of medeplichtigen zijn of, eenvoudiger, "personen die hoe dan ook bij die misdrijven betrokken zijn", waardoor het gebied van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersonen aanzienlijk wordt verruimd.

.../...

2) Het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen bepaalde reeds in artikel 25 dat de ondernemingen burgerrechtelijk aansprakelijk waren voor de veroordelingen tot geldboete uitgesproken tegen hun beheerders, directeurs, zaakvoerders en aangestelden.

Dezelfde bepaling staat in artikel 37 van het koninklijk besluit van 23 juni 1967 tot coördinatie van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen.

Artikel 18 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden neemt dezelfde tekst over maar betrekt daarbij ook de procuratiehouders.

Het onderhavige ontwerp vult de lijst van de personen voor wie de vennootschap aansprakelijk is, nog aan met : "alle andere personen die voor hun rekening zijn opgetreden". Die term zou volgens de memorie van toelichting slaan op de lasthebbers, en volgens de gemachtigden van de Regering, ook op de commissionairs. De tekst zou uit een juridisch oogpunt nauwkeuriger zijn indien de termen lasthebbers en commissionairs in de tekst stonden in plaats van "alle andere personen die voor hun rekening zijn opgetreden". Op die wijze zouden de zaakgelastigde, de door een rechterlijke overheid benoemde voorlopig bewindvoerder en de curator van een faillissement niet in het geding komen. In deze laatste gevallen is het niet logisch dat de rechtspersoon moet instaan voor de geldelijke gevolgen van handelingen die tegen zijn wil, dit is zonder een beslissing van zijn algemene vergadering of van zijn beheerders, mochten zijn verricht.

.../...

V.

a) De artikelen 5, 7, 12, 15 en 18 van de eerste aan de Raad van State voorgelegde tekst, bepaalden uitdrukkelijk dat de medeplichtigen en alle op enigerlei wijze bij het misdrijf betrokken personen met dezelfde straffen als de daders konden worden gestraft. Die bepalingen weken af van artikel 69 van het Strafwetboek volgens hetwelk de straf tegen medeplichtigen aan een wanbedrijf niet hoger mag zijn dan twee derden van die welke op hen zou worden toegepast, indien zij de daders van dat wanbedrijf waren.

Daartegenover bepaalt de geamendeerde tekst dat hoofdstuk VII van het Strafwetboek (waarin dat artikel 69 voorkomt) van toepassing is op de misdrijven waarvoor strafverzwaring mogelijk is.

Naar aan de Raad van State is verklaard, blijft de Regering niettemin bij haar voornemen en is zij van oordeel dat de medeplichtigen en de bij het misdrijf betrokken personen met dezelfde straffen als de daders moeten worden gestraft.

b) De memorie van toelichting verantwoordt de bestraffing van de "personen die hoe dan ook bij het misdrijf betrokken zijn" door een zinspeling op de wetgeving van 1843 inzake douane en accijnzen.

.../...

In feite gaat het om de wet van 6 april 1843 op de bestraffing van het bedrog inzake douane, waarvan artikel 28 als volgt luidt :

"Par extension de l'article 207 de la loi générale, et sans préjudice aux dispositions des articles 59, 60 et 62 du Code pénal, ceux qui seront convaincus d'avoir participé comme assureurs, comme ayant fait assurer, ou comme intéressés d'une manière quelconque à un fait de fraude, seront passibles des peines établies contre les auteurs".

Hierbij moge het volgende worden opgemerkt :

1) De strafwet inzake douane vertoont een eigen karakter wegens de specifieke behoeften inzake de bestraffing van de overtredingen op dat gebied. Het bedrieglijk feit is vaak niet zo opvallend, want terughoudendheid in een mondelinge verklaring kan al een misdrijf opleveren.

Kenmerkend voor de douanestrafwetgeving is onder meer een van de volgende artikelen van dezelfde wet (artikel 30 van de wet van 6 april 1843):

"Aanhaling van goederen ten laste van onbekenden zal geldig zijn zonder vonnis indien, binnen een termijn van dertig dagen ... de eigenaar ... ze niet ... heeft teruggevorderd ...".

Het is derhalve niet geraden van deze van vóór ons Strafwetboek dagtekenende douanewetgeving uit te gaan om daaraan een verouderd en vaag begrip te ontlenen.

.../...

2) De strafwet inzake douane eist deelneming aan het misdrijf, terwijl het wetsontwerp die voorwaarde niet stelt en ook diegene wil straffen die gewoon bij het misdrijf betrokken is

c) Door de bestraffing uit te breiden tot "alle personen die hoe dan ook bij de misdrijven betrokken zijn", bedoelt het ontwerp personen te treffen die, in de huidige stand van de wetgeving, noch als dader noch als medeplichtige vervolgd kunnen worden.

Ons strafstelsel kent alleen daders, mededaders en medeplichtigen.

Allen nemen deel aan het misdrijf, maar niet in dezelfde graad : de deelneming van de daders is onontbeerlijk en essentieel ; die van de medeplichtigen is bijkomstig en zonder meer nuttig. Beiden moeten wetens en willens gehandeld hebben en moeten zich bewust zijn van de strafbare handeling (BRAAS, Précis de droit pénal , 1946, nr. 232 ; MARCHAL et JASPAR, Droit criminel , 1965, nrs. 338 vv.).

In dit verband moge worden gememoreerd dat door artikel 67 van het Strafwetboek als medeplichtigen worden gestraft :

- zij die onderrichtingen hebben gegeven om de misdaad of het wanbedrijf te plegen ;
- zij die wapens, werktuigen of enig ander middel hebben verschaft, die tot de misdaad of het wanbedrijf hebben gediend, wetende dat ze daartoe zouden dienen ;
- zij die, buiten het geval van artikel 66, § 3, met hun weten de dader of de daders hebben geholpen of bijgestaan in daden die de misdaad of het wanbedrijf hebben voorbereid, vergemakkelijkt of voltooid.

.../...

Nu de stellers van het ontwerp kennelijk verder willen gaan en een derde vorm van schuld tot stand willen brengen, ware het van belang te bepalen of als "personen die hoe dan ook bij het misdrijf betrokken zijn" moeten worden beschouwd :

1° zij die geholpen hebben tot het plegen van het misdrijf, zonder te weten dat hun hulp daartoe zou leiden ;

2° zij die niet geholpen hebben tot het plegen van het misdrijf maar een deel van de winst ontvangen hebben, wel wetend dat die winst uit een strafbare handeling voortkwam ;

3° zij die niet geholpen hebben tot het plegen van het misdrijf maar een deel van de winst ontvangen hebben, zonder te weten dat de ontvangen bedragen uit een strafbare handeling voortkwamen ;

4° zij die niet geholpen hebben tot het plegen van het misdrijf maar voor hun onthouding, en zonder openbare ambtenaren te zijn, bepaalde bedragen hebben ontvangen vooraleer de eerste winst gemaakt is.

Ter illustratie van dit laatste geval zou het voorbeeld kunnen worden aangehaald van de uitgever van een financieel blad die, vóór de aanvang van de onregelmatige verrichtingen, een geldsom zou aanvaarden om de aandacht van zijn lezers niet te vestigen op onregelmatigheden waarvan hij op de hoogte zou kunnen zijn. In de huidige stand van de wetgeving zou de wetens en willens ten voordele van de onregelmatige verrichting gevoerde propaganda als medeplichtigheid worden aangemerkt, terwijl de onthouding, ook al wordt die vergoed, niet noodzakelijk strafbaar zou zijn.

.../...

d) Ook zegt de tekst niets over de aard van het belang dat de betrokken personen moet bezielen opdat zij kunnen worden geacht "bij het misdrijf betrokken" te zijn, en derhalve veroordeeld kunnen worden. Blijkbaar kan het alleen gaan om een financiëel of geldelijk belang; steeds is het doel : winst.

Het begrip belang moet in de tekst van de ontwerpwet nader worden omschreven.

e) Ten aanzien van de problemen die zouden ontstaan als in het Belgisch strafrecht naast de traditionele begrippen dader en medeplichtigde nog een andere staat van strafbaarheid zou worden ingevoerd, is de Raad van State van mening dat het meer in de lijn van de algemene beginselen zou liggen als de Regering haar doel trachtte te bereiken door het invoeren van een nieuw misdrijf dat onderscheiden is van die waarop de wetten op de organisatie van de kapitaalmarkt thans straf stellen.

Om de bestraffing te verscherpen, ware het voldoende straf te stellen op het ontvangen en aanvaarden van sommen waarvan men weet dat ze rechtstreeks voortkomen uit onregelmatige financiële verrichtingen, dit is van sommen die van het hoofdmisdrijf voortkomen of de opbrengst ervan zijn.

Voor de veroordeling van degenen die een gedeelte van de ongeoorloofde winst ontvangen, wel wetend hoe die verkregen is, is niet vereist dat zij hebben deelgenomen aan het hoofdmisdrijf dat die winst heeft opgeleverd. Deze rechtsconstructie is niet nieuw; zij is verwant met de verhouding tussen diefstal en heling, welke het Strafwetboek afzonderlijk strafbaar stelt.

.../...

VI.

De artikelen 4, 7, 9, 10, 14 en 16 bepalen dat de straffen in geval van herhaling binnen vijf jaar na de veroordeling, verdubbeld kunnen worden.

Die herhaling speelt maar als reeds een veroordeling is opgelopen wegens overtreding van dezelfde wetgeving; het gaat dus om een specifieke, eng begrensde herhaling. Daar de diverse wetgevingen moeten bijdragen tot het ene doel, namelijk de beveiliging van de Belgische kapitaalmarkt, zou het meer in de rede liggen dat de herhaling zou spelen in geval van vroegere veroordeling wegens overtreding van een van de bedoelde wetgevingen.

Verderop wordt in die zin een tekst voorgesteld.

VII.

Opdat de diverse wetgevingen die de bescherming van de spaargelden beogen en het mogelijk maken de Belgische kapitaalmarkt voor inlandse uitgiften te reserveren, op een meer directe wijze hun doel kunnen bereiken, ware het uiterst nuttig, zoniet onontbeerlijk, alle teksten betreffende die aangelegenheid in een enkele tekst te coördineren.

In afwachting dat die coördinatie tot stand komt, wordt voorgesteld de bepaling met de nieuwe verzwaarde straffen slechts eenmaal te formuleren en in elk van de in het ontwerp vermelde bijzondere wetten naar die bepaling te verwijzen.

.../...

VIII.

Wat de vorm van het ontwerp betreft, de wijzigingen van de wetteksten zouden de chronologische volgorde van die teksten in acht moeten nemen en de wijzigingen die één en hetzelfde artikel betreffen, zouden in een enkel wijzigend artikel moeten worden samengebracht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

Er zou moeten worden gepreciseerd dat het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 bevestigd is door de wet van 4 mei 1936.

Artikel 4.

In de Franse tekst onder 1° van het nieuwe artikel 42bis, § 1, leze men, ter wille van de algemene overeenstemming : "ceux qui contreviennent à l'article 2, alinéa 1er".

In de Franse tekst onder 2° moet worden gepreciseerd :

"ceux qui contreviennent à l'article 26, à l'article 28, alinéa 4, ou à l'article 30 ...".

In § 2 dient te worden gelezen : "... wegens een van de in § 1 bepaalde misdrijven ...".

..../....

Artikel 6.

De inleidende volzin redigere men als volgt :

"In hetzelfde besluit wordt een artikel 46bis ingevoegd, als volgt : ...".

Artikel 10.

In het nieuwe artikel 15, § 1, van de wet van 10 juni 1964 zouden de alinea's 4, 5 en 6 onder een § 1bis moeten komen.

Artikel 16.

Er dient nader te worden bepaald dat het koninklijk besluit nr. 71 van 30 november 1939 bevestigd is door de wet van 16 juni 1947.

*

* *

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"Artikel 1 (zie de algemene opmerkingen nrs V en VII).

§ 1. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van 1.000 frank tot 100.000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft iedere overtreding van de volgende bepalingen :

.../...

1° artikel 108 van Boek 1, titel V, van het Wetboek van koophandel, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 61 van 10 november 1967;

2° artikel 2, eerste lid, artikel 26, artikel 28, vierde lid, artikel 30 en artikel 42bis, 2° en 3°, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;

3° de artikelen 1, 2 en 3 van het koninklijk besluit nr. 71 van 30 november 1939 betreffende het leuren met roerende waarden en demarchage met roerende waarden en goederen of eetwaren;

4° artikel 9 van de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen;

5° artikel 13, § 1, en artikel 15 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden.

§ 2. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van 1.000 frank tot 100.000 frank of met een van die straffen alleen worden gestraft zij die, ofschoon zij niet deelgenomen hebben aan of geholpen hebben tot het plegen van een van de in § 1 bepaalde misdrijven, een gedeelte van de winsten, beloningen of voordelen hebben ontvangen en aanvaard waarvan zij wisten dat ze voortkwamen van verrichtingen uitgevoerd in overtreding met het bepaalde in § 1.

§ 3. Ten aanzien van de misdrijven bepaald in de §§ 1 en 2 :

.../...

a) is hoofdstuk VII van boek I van het Strafwetboek van toepassing; medeplichtigen worden echter op gelijke voet met daders gestreft;

b) is de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie alleen van toepassing op de hoofdgevangenisstraf;

c) kunnen de straffen worden verdubbeld in geval van herhaling binnen vijf jaar na de veroordeling wegens ieder misdrijf bedoeld in dezelfde §§ 1 en 2.

§ 4. De hoven en rechtbanken kunnen de overtreder bovendien veroordelen tot het betalen van een bedrag dat geheel of gedeeltelijk overeenstemt met de winsten, beloningen of enigerlei voordelen welke hij rechtstreeks of onrechtstreeks heeft verkregen en gehouden uit de verrichtingen die tot strafrechtelijke veroordeling aanleiding hebben gegeven op grond van de §§ 1 en 2.

... (eventueel aan te vullen; zie algemene opmerking II).

Het bedrag van die veroordeling wordt ingevorderd zoals de geldboete; het kan zelfs worden ingevorderd ten laste van de nalatenschap van de veroordeelde.

§ 5. Wordt een veroordeling wegens een van de misdrijven bepaald in de §§ 1 en 2 uitgesproken tegen beheerders, directeurs, zaakvoerders, procuratiehouders, aangestelden, lasthebbers of commissionairs van een rechtspersoon, dan

.../...

a) is die rechtspersoon burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten;

b) kan die rechtspersoon worden veroordeeld tot het betalen van een bedrag dat geheel of gedeeltelijk overeenstemt met de winsten, beloningen of enigerlei voordelen welke hij rechtstreeks of onrechtstreeks heeft verkregen en gehouden uit de verrichtingen die tot de bedoelde veroordeling aanleiding hebben gegeven.

... (eventueel aan te vullen,zie algemene opmerking II).

Het bedrag van deze laatste veroordeling wordt ingevorderd zoals de geldboete.

Artikel 2 (artikel 14, partim, van het ontwerp).

In artikel 110 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935, het koninklijk besluit nr. 61 van 10 november 1967 en de wet van 10 juli 1969, worden de woorden "en 108" geschrapt

Artikel 3 (artikel 14, partim, van het ontwerp).

In dezelfde titel wordt een artikel 110bis ingevoegd, als volgt :

"Artikel 110bis. Met de straffen bepaald in artikel 1 van de wet betreffende de bestraffing van sommige overtredingen van de bepalingen inzake het openbaar aantrekken van spaargelden, worden gestraft zij die het bepaalde in artikel 108 van deze titel overtreden".

Artikel 4 (artikel 15 van het ontwerp).

In artikel 113 van dezelfde titel, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935, worden de woorden "op de bij de tegenwoordige titel voorziene misdrijven" vervangen door "op de misdrijven bepaald in de artikelen 110, 111 en 112".

.../...

Artikel 5 (artikelen 1, 2 en 3 van het ontwerp).

In artikel 42 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, bevestigd door de wet van 4 mei 1936, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleidende volzin worden de woorden "artikel 179" vervangen door de woorden "artikel 204";

b) de tekst onder 1° wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° zij die met overtreding van artikel 3 de termen "bank" of "bankier" gebruiken;

c) de tekst onder 8° wordt door de volgende bepaling vervangen :

"8° zij die artikel 31 overtreden";

d) de tekst onder 9° wordt opgeheven.

Artikel 6 (artikel 4 van het ontwerp).

In hetzelfde besluit wordt een artikel 42bis ingevoegd, als volgt :

"Artikel 42bis. Met de straffen bepaald in artikel 1 van de wet betreffende de bestraffing van sommige overtredingen van de bepalingen inzake het openbaar aantrekken van spaargelden, worden gestraft :

1° zij die artikel 2, eerste lid, artikel 26, artikel 28, vierde lid, en artikel 30 overtreden;

2° zij die het krachtens artikel 28, tweede lid, of artikel 29, tweede lid, uitgesproken verbod negeren;

.../...

3° zij die de verificaties verhinderen waaraan zij zich moeten onderwerpen, of weigeren inlichtingen te verstrekken welke zij krachtens dit besluit gehouden zijn te verstrekken, of die wetens en willens onjuiste of onvolledige inlichtingen geven".

Artikel 7 (artikel 5 van het ontwerp).

In artikel 46 van hetzelfde besluit worden de woorden "bij deze titel" vervangen door "bij de artikelen 42, 43, 44 en 45".

Artikel 8 (artikel 6 van het ontwerp).

In titel IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 46bis ingevoegd, als volgt :

"Artikel 46bis. De rechtspersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor het betalen van de geldboeten krachtens de artikelen 42, 43, 44 en 45 uitgesproken tegen hun beheerders, directeurs, zaakvoerders, procuratiehouders, aangestelden, lasthebbers en commissionairs".

Artikel 9 (artikel 16 van het ontwerp).

Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 71 van 30 november 1939 betreffende het leuren met roerende waarden en demarchage met roerende waarden en goederen of eetwaren, bevestigd door de wet van 16 juni 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4._ Iedere overtreding van de artikelen 1, 2 en 3 wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 1 van de wet betreffende de bestraffing van sommige overtredingen van de bepalingen inzake het openbaar aantrekken van spaargelden".

.../...

Artikel 10 (artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5. De gevangenisstraf bepaald in artikel 1 van de wet betreffende de bestraffing van sommige overtredingen van de bepalingen inzake het openbaar aantrekken van spaargelden kan op vijf jaar worden gebracht :

1° wanneer de leurder of demarcheur die er een andere, door van diens zwakheid of onwetendheid misbruik te maken, toe brengt een van de in de bovenstaande artikelen 1 en 2 genoemde operaties te verrichten of een in artikel 3 bedoelde order te geven;

2° wanneer de prijs van of de voorwaarden voor de operatie waartoe de leurder of demarcheur een ander brengt, kennelijk buiten verhouding staan tot de werkelijke waarde van de in de artikelen 1 en 2 bedoelde roerende waarden of van de in artikel 3 bedoelde goederen of eetwaren.

Artikel 11 (artikel 18 van het ontwerp).

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 12 (artikel 7 van het ontwerp).

In artikel 9 van de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 worden de woorden "Worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van 50 frank tot 10.000 frank of met slechts één van deze straffen", vervangen door de woorden : "Met de straffen bepaald in artikel 1 van de wet betreffende de bestraffing van sommige overtredingen van de bepalingen inzake het openbaar aantrekken van spaargelden worden gestraft :";

.../...

b) § 2 wordt opgeheven.

Artikel 13 (artikelen 8 en 9 van het ontwerp).

Artikel 13 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 13, § 1. Met de straffen bepaald in artikel 1 van de wet betreffende de bestraffing van sommige overtredingen van de bepalingen inzake het openbaar aantrekken van spaargelden, worden gestraft :

1° zij die fondsen ontvangen of een beroep op het publiek doen met het doel in artikel 1 bedoelde fondsen te ontvangen, zonder bij de Bankcommissie te zijn ingeschreven;

2° zij die de verificaties verhinderen waaraan zij zich moeten onderwerpen of weigeren inlichtingen te verstrekken welke zij krachtens hoofdstuk I gehouden zijn te verstrekken, of die wetens en willens onjuiste of onvolledige inlichtingen geven.

§ 2. Met de straffen bepaald in artikel 204 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden gestraft :

1° de beheerders, directeurs, zaakvoerders, procuratiehouders van de onder hoofdstuk I vallende ondernemingen, die zich niet gedragen naar de artikelen 2bis, eerste lid, 3, 4, eerste lid, en 6, eerste lid, of naar de voorwaarden opgelegd krachtens de artikelen 3, eerste lid, 4, laatste lid, en 9, tweede lid, of die de artikelen 5, 6, vierde en vijfde lid, en 11 overtreden, of die de in de artikelen 4, tweede lid, en 8 voorgeschreven mededelingen niet doen;

.../...

2° de revisoren die artikel 6, vierde en vijfde lid, overtreden;

3° de beheerders, de zaakvoerders en de met het beheer belaste personen die, zonder schriftelijke toestemming van de curator, handelingen hebben verricht of betalingen hebben gedaan als bedoeld in artikel 9bis, tweede lid".

Artikel 14 (artikelen 10 en 11 van het ontwerp).

In artikel 15, § 1, van dezelfde wet worden de woorden "Worden gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een boete van 50 frank tot 10.000 frank of met één van deze straffen alleen", vervangen door de woorden:"Met de straffen bepaald in artikel 1 van de wet betreffende de bestraffing van sommige overtredingen van de bepalingen inzake het openbaar aantrekken van spaargelden worden gestraft: ".

Artikel 15 (artikel 12 van het ontwerp).

In artikel 17 van dezelfde wet worden de woorden "voor de inbreuken gestraft door onderhavig hoofdstuk" vervangen door de woorden : "op de overtredingen gestraft door artikel 13, § 2, en door artikel 14".

Artikel 16 (artikel 13 van het ontwerp).

Artikel 18 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 18. De rechtspersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor het betalen van de geldboeten krachtens dit hoofdstuk uitgesproken tegen hun beheerders, directeurs, zaakvoerders, procuratiehouders, aangestelden, lasthebbers en commissionairs .

Het eerste lid is niet van toepassing op de geldboeten uitgesproken wegens overtreding van artikel 13, § 2, 3°".

La chambre était composée de

Messieurs : G.HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G.VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, staatsraden,

G.ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
M.VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J.TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.TRUYENS. G.HOLOYE.